

CODE D'ETHIQUE POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Communication des Etats-Unis

Le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales à Genève a fait parvenir au secrétariat la communication ci-après, datée du 7 novembre 1994, en lui demandant de bien vouloir la distribuer aux membres du Sous-Comité.

Dans la déclaration qu'ils ont faite le 15 avril 1994, à Marrakech, les Ministres se sont félicités "du cadre juridique plus solide et plus clair qu'ils ont adopté pour la conduite du commerce international et qui comprend un mécanisme de règlement des différends plus efficace et plus sûr". Afin d'établir un mécanisme de règlement des différends "sûr", il est essentiel de maintenir l'intégrité et l'impartialité des procédures menées au titre du Mémorandum d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

L'article 17.3 du Mémorandum d'accord fait expressément référence à la nécessité d'éviter les conflits d'intérêt en ce qui concerne l'Organe d'appel. En outre, il est expressément fait mention de l'impartialité du Secrétariat de l'OMC à l'article 27.2 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la façon dont le Secrétariat donne des avis et une aide juridiques aux pays en développement Membres.

En plus de ces dispositions spécifiques, il conviendrait de renforcer encore le fonctionnement du Mémorandum d'accord en prévoyant un code de conduite qui serait adopté par l'organe approprié de l'OMC et s'appliquerait d'une manière générale au règlement des différends. Ce code garantirait que chaque personne siégeant dans un groupe spécial ou à l'Organe d'appel, ainsi que tout fonctionnaire du Secrétariat assistant ces personnes, évitent tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie et observent des normes de conduite élevées de manière que soient préservées l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

Les Etats-Unis présentent ci-après un projet de code d'éthique<sup>1</sup> qu'ils soumettent à l'examen du Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques. Ce code est suffisamment explicite, mais il convient de prendre note de certains éléments fondamentaux:

- 1) Le code vise à assurer le strict respect des règles et procédures qui ont été négociées pendant le Cycle d'Uruguay et codifiées dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il ne modifierait en aucune façon les droits et obligations fondamentaux des Membres pour ce qui est du règlement des différends dans le cadre de l'OMC.

---

<sup>1</sup>Voir l'annexe 1.

- 2) Le code prévoit la divulgation aux Membres de l'OMC parties à un différend par les membres du groupe spécial, les membres de l'Organe d'appel ou les fonctionnaires du Secrétariat des renseignements pertinents avant que la procédure de règlement des différends ne soit en cours de manière à éviter d'éventuels conflits d'intérêt. On trouvera ci-joint des projets de formules de déclaration devant être utilisées à cette fin.
- 3) Les membres des groupes spéciaux, les membres de l'Organe d'appel et les fonctionnaires du Secrétariat seraient tenus, dans l'exécution de leurs fonctions au cours de la procédure de règlement des différends, de veiller à respecter le code de conduite pour maintenir leur indépendance et éviter d'éventuels conflits d'intérêt. Les Membres de l'OMC prévoiraient (par une décision distincte dont on trouvera un projet ci-joint)<sup>2</sup> la récusation d'un membre d'un groupe spécial, d'un membre de l'Organe d'appel ou d'un fonctionnaire du Secrétariat qui commettrait une violation substantielle des règles.

Les Etats-Unis envisagent de présenter le projet de code de conduite et les documents d'accompagnement ci-joints au Sous-Comité pour qu'il les examine à sa réunion du 11 novembre 1994. Il propose par ailleurs que ce code soit approuvé par le Sous-Comité pour être inclus parmi les recommandations du Comité préparatoire de l'OMC aux organes de l'OMC.

---

<sup>2</sup>Voir l'annexe 2.

## ANNEXE 1

### CODE D'ETHIQUE RELATIF AU MEMORANDUM D'ACCORD SUR LES REGLES ET PROCEDURES REGISSANT LE REGLEMENT DES DIFFERENDS

#### I. *Préambule*

Les Membres:

Affirmant qu'il est important de maintenir l'intégrité et l'impartialité des procédures menées conformément au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends pour instaurer la confiance dans le système de règlement des différends,

Etablissent le Code d'éthique ci-après.

#### II. *Principe général*

Le principe général de ce code est que chaque personne siégeant dans un groupe spécial ou à l'Organe d'appel (ci-après dénommé "membre d'un groupe spécial") évitera tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie et observera des normes de conduite élevées de manière que soient préservées l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

Ce principe doit être observé par les moyens suivants: 1) devoir de déclarer l'existence de tout intérêt, relation ou sujet susceptible d'influer sur l'indépendance ou l'impartialité de la personne ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris; 2) souci, dans l'accomplissement des fonctions, de maintenir l'indépendance et d'éviter de donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de faire craindre un parti pris; et 3) respect des dispositions du Mémorandum d'accord.

Il y a apparence de manquement à la déontologie ou crainte de parti pris lorsqu'une personne raisonnable, ayant connaissance de toutes les circonstances pertinentes qu'une enquête raisonnable permettrait de constater, conclurait que la capacité de la personne affectée d'exercer ses fonctions avec intégrité, impartialité et compétence est compromise.

Les règles en matière de déclaration ne devraient pas être interprétées de manière que l'obligation de présenter une déclaration détaillée fait qu'il est impossible à des personnes par ailleurs qualifiées de siéger, privant ainsi les Membres des services des personnes qui pourraient être les mieux qualifiées pour siéger dans les groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel ou exercer toute autre fonction dans le règlement des différends. Ainsi, les personnes pouvant être appelées à faire partie des groupes spéciaux ne devraient pas être tenues de déclarer les intérêts, les relations ou les sujets qui auraient une incidence négligeable sur leur rôle dans la procédure.

#### III. *Indépendance et impartialité*

A. Un membre d'un groupe spécial:

- 1) sera indépendant et impartial,

- 2) évitera de donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou à une crainte de parti pris,
- 3) évitera toute relation, ou l'acquisition de tout intérêt financier, qui est susceptible d'influer sur son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris, et
- 4) n'examinera que les questions soulevées au cours de la procédure et nécessaires pour remplir son mandat et ne déléguera la charge d'accomplir son mandat à aucune autre personne.

B. Un membre d'un groupe spécial:

- 1) ne sera pas influencé par son intérêt personnel, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la pression de l'opinion publique, sa loyauté envers un Membre ou la crainte des critiques,
- 2) ne permettra pas que sa conduite ou son jugement soient influencés par des relations ou responsabilités passées ou présentes dans les domaines financier, commercial, professionnel, familial ou social,
- 3) ne contractera directement ou indirectement aucune obligation ni n'acceptera directement ou indirectement aucun avantage qui entraverait ou paraîtrait entraver d'une manière quelconque la bonne exécution de ses fonctions en matière de règlement des différends,
- 4) ni n'usera de sa position dans le règlement des différends pour servir des intérêts personnels ou privés, et s'abstiendra de tout acte qui pourrait donner l'impression que d'autres sont dans une position spéciale pour l'influencer.

IV. *Prescriptions spécifiques en matière de déclaration*

- A. Une personne invitée à faire partie d'un groupe spécial déclarera au chargé du registre, pour examen par les parties au différend, tout intérêt, relation ou sujet qui est susceptible d'influer sur son indépendance ou son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris dans la procédure. A cette fin, ces personnes feront tout ce qui est raisonnablement en leur pouvoir pour s'informer de l'existence de tels intérêts, relations et sujets. Ils déclareront de tels intérêts, relations et sujets en remplissant une formule de déclaration fournie par le chargé du registre pour le règlement des différends et en la lui renvoyant, et fourniront un curriculum vitae à jour et complet avant d'être finalement choisis comme membre d'un groupe spécial.
- B. Une personne invitée à faire partie d'un groupe spécial déclarera, après avoir examiné la demande d'établissement du groupe spécial, et, dans le cas de l'Organe d'appel, la partie factuelle du rapport du groupe spécial, les renseignements suivants ainsi que tout autre renseignement pertinent en rapport avec le paragraphe A:
- 1) tout intérêt financier, commercial ou professionnel:
    - a) dans la procédure à laquelle elle est invitée à participer ou son résultat,

- b) dans une autre procédure au titre de l' Accord instituant l' Organisation mondiale du commerce qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle elle est invitée à participer, et
  - c) dans toute procédure nationale, judiciaire ou administrative, qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle elle est invitée à participer; et
- 2) tout intérêt financier, commercial ou professionnel de son employeur (si l'employeur n'est pas une administration nationale), d'un associé commercial ou d'un proche parent:
  - a) dans la procédure à laquelle elle est invitée à participer ou son résultat,
  - b) dans une autre procédure au titre de l' Accord instituant l' Organisation mondiale du commerce qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle elle est invitée à participer, et
  - c) dans toute procédure nationale, judiciaire ou administrative, qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle elle est invitée à participer.
- C. Tout membre d'un groupe spécial fera tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour s'informer de façon suivie des intérêts, relations ou sujets visés dans les sections A et B et les déclarera. Le membre du groupe spécial déclarera de tels intérêts, relations et sujets en les communiquant par écrit au chargé du registre pour examen par les parties au différend.

## V. Confidentialité

- A. Un membre d'un groupe spécial:
  - 1) ne divulguera ni n'utilisera à aucun moment des renseignements identifiés comme confidentiels ou sensibles pour un gouvernement au sujet de la procédure ou obtenus au cours de la procédure si ce n'est aux fins de la procédure,
  - 2) ni ne divulguera ni n'utilisera en aucun cas de tels renseignements à son avantage ou à l'avantage d'autrui.
- B. Un membre d'un groupe spécial:
  - 1) n'aura pas de contacts *ex parte* au sujet de la procédure,
  - 2) ni ne fera de déclarations publiques portant spécifiquement sur une procédure, ou les questions faisant l'objet du différend, à laquelle il participe, jusqu'à ce que l'ORD décide d'adopter ou non le rapport dans la procédure,
  - 3) ni ne divulguera la teneur d'un rapport de groupe spécial ou d'un rapport de l'Organe d'appel, selon le cas, avant sa distribution.

VI. *Application à d'autres personnes*

- A. Ce Code s'appliquera aussi aux personnes agissant en tant qu'arbitres conformément aux articles 21.3 c) ou 22.6 du Mémorandum d'accord, communiquant des renseignements ou donnant des conseils techniques en vertu de l'article 13.2 du Mémorandum d'accord ou fournissant un appui administratif ou juridique en vertu de l'article 17.7 du Mémorandum d'accord. Il s'appliquera aussi aux fonctionnaires du Secrétariat désignés pour apporter une aide dans une procédure de groupe spécial.
- B. La déclaration faite en vertu de la section IV par un fonctionnaire du Secrétariat désigné pour apporter une aide dans une procédure de groupe spécial indiquera si celui-ci a participé à un différend antérieur portant sur la même question ou sur une question similaire. Un fonctionnaire du Secrétariat qui a fourni des conseils à un Membre au sujet des mesures faisant l'objet d'un différend ne pourra pas participer à la procédure du groupe spécial.

VII. *Procédures concernant la récusation*

Toute communication sur des questions visées par le présent code faite par des personnes autres que celles qui sont tenues de déclarer des renseignements en vertu du présent code et les déterminations sur le point de savoir s'il convient de récuser un membre d'un groupe spécial ou une autre personne afin qu'ils ne participent plus à la procédure de règlement des différends seront conformes à la Décision du Conseil général de l'OMC sur les procédures concernant le Code d'éthique dans les procédures menées conformément au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

[DIFFEREND]

DS\_\_/-

FORMULE DE DECLARATION POUR LES PERSONNES POUVANT ETRE  
APPELEES A FAIRE PARTIE DE GROUPES SPECIAUX

1. J'ai pris connaissance du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et du Code d'éthique relatif au Mémorandum d'accord. Je sais qu'il est de mon devoir, dans l'exercice de mes fonctions de membre d'un groupe spécial, d'éviter tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie et observer des normes de conduite élevées de manière que soient préservées l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

2. J'ai pris connaissance de la demande d'établissement d'un groupe spécial pour le différend en question et fait tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour déterminer si j'ai un intérêt ou une relation, ou s'il existe dans mon cas un sujet qui est susceptible d'influer sur mon indépendance ou mon impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris dans la procédure. J'ai déclaré un tel intérêt, une telle relation ou un tel sujet dans la pièce jointe à la présente déclaration et fourni un *curriculum vitae* à jour.

Je sais qu'il y a apparence de manquement à la déontologie ou crainte de parti pris lorsqu'une personne raisonnable, ayant connaissance de toutes les circonstances pertinentes qu'une enquête raisonnable permettrait de constater, conclurait que ma capacité d'exercer mes fonctions de membre d'un groupe spécial avec intégrité, impartialité et compétence est compromise.

En particulier, j'ai déclaré dans la pièce jointe à la présente déclaration tous mes intérêts financiers, commerciaux ou professionnels et tous les intérêts financiers, commerciaux ou professionnels de mon employeur (s'il n'est pas une administration nationale), de mes associés commerciaux ou de mes proches parents:

- a) dans la procédure à laquelle j'ai été invité à participer ou son résultat,
- b) dans une autre procédure au titre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer, et
- c) dans une procédure nationale, judiciaire ou administrative, qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer.

3. Je reconnais que, pendant toute la durée de la procédure, je ferai tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour m'informer de façon suivie des intérêts, des relations ou des sujets visés au paragraphe précédent et les communiquer par écrit au chargé du registre pour examen par les parties au différend.

---

Signature

---

Nom (en caractères d'imprimerie)

---

Date

RECU

---

Date

---

Chargé du registre

[PIECE JOINTE]



ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

[DIFFEREND]

DS\_\_/-

FORMULE DE DECLARATION POUR LES MEMBRES  
DE L'ORGANE D'APPEL

1. J'ai pris connaissance du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et du Code d'éthique relatif au Mémorandum d'accord. Je sais qu'il est de mon devoir, dans l'exercice de mes fonctions de membre de l'Organe d'appel, d'éviter tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie et observer des normes de conduite élevées de manière que soient préservées l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

2. J'ai pris connaissance de la partie factuelle du rapport du groupe spécial et fait tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour déterminer si j'ai un intérêt ou une relation, ou s'il existe dans mon cas un sujet qui est susceptible d'influer sur mon indépendance ou mon impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris dans la procédure. J'ai déclaré un tel intérêt, une telle relation ou un tel sujet dans la pièce jointe à la présente déclaration et fourni un *curriculum vitae* à jour.

Je sais qu'il y a apparence de manquement à la déontologie ou crainte de parti pris lorsqu'une personne raisonnable, ayant connaissance de toutes les circonstances pertinentes qu'une enquête raisonnable permettrait de constater, conclurait que ma capacité d'exercer mes fonctions de membre de l'Organe d'appel avec intégrité, impartialité et compétence est compromise.

En particulier, j'ai déclaré dans la pièce jointe à la présente déclaration tous mes intérêts financiers, commerciaux ou professionnels et tous les intérêts financiers, commerciaux ou professionnels de mon employeur, de mes associés commerciaux ou de mes proches parents:

- a) dans la procédure à laquelle j'ai été invité à participer ou son résultat,
- b) dans une autre procédure au titre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer, et
- c) dans une procédure nationale, judiciaire ou administrative, qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer.

3. Je reconnais que, pendant toute la durée de la procédure, je ferai tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour m'informer de façon suivie des intérêts, des relations ou des sujets visés au paragraphe précédent et les communiquer par écrit au chargé du registre pour examen par les parties au différend.

---

Signature

---

Nom (en caractères d'imprimerie)

---

Date

RECU

---

Date

---

Chargé du registre

[PIECE JOINTE]

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

[DIFFEREND]

DS\_\_/-

FORMULE DE DECLARATION POUR LES FONCTIONNAIRES  
DU SECRETARIAT

1. J'ai pris connaissance du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et du Code d'éthique relatif au Mémorandum d'accord. Je sais qu'il est de mon devoir, lorsque j'apporte une aide au groupe spécial, d'éviter tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie et observer des normes de conduite élevées de manière que soient préservées l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

2. J'ai pris connaissance de la demande d'établissement d'un groupe spécial pour le différend en question et fait tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour déterminer si j'ai un intérêt ou une relation, ou s'il existe dans mon cas un sujet qui est susceptible d'influer sur mon indépendance ou mon impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou faire craindre un parti pris dans la procédure. J'ai déclaré un tel intérêt, une telle relation ou un tel sujet dans la pièce jointe à la présente déclaration et fourni un *curriculum vitae* à jour.

Je sais qu'il y a apparence de manquement à la déontologie ou crainte de parti pris lorsqu'une personne raisonnable, ayant connaissance de toutes les circonstances pertinentes qu'une enquête raisonnable permettrait de constater, conclurait que ma capacité d'exercer mes fonctions d'assistance au groupe spécial avec intégrité, impartialité et compétence est compromise.

En particulier, j'ai déclaré dans la pièce jointe à la présente déclaration tous mes intérêts financiers, commerciaux ou professionnels et tous les intérêts financiers, commerciaux ou professionnels de mes proches parents:

- a) dans la procédure à laquelle j'ai été invité à participer ou son résultat,
- b) dans une autre procédure au titre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer, et
- c) dans une procédure nationale, judiciaire ou administrative, qui porte sur des questions sur lesquelles une décision peut être rendue ou sur l'objet de la procédure à laquelle j'ai été invité à participer.

3. Je reconnais que, pendant toute la durée de la procédure, je ferai tout ce qui est raisonnablement en mon pouvoir pour m'informer de façon suivie des intérêts, des relations ou des sujets visés au paragraphe précédent et les communiquer par écrit au chargé du registre pour examen par les parties au différend.

---

Signature

---

Nom (en caractères d'imprimerie)

---

Date

RECU

---

Date

---

Chargé du registre

[PIECE JOINTE]

ANNEXE 2

PROJET DE DECISION SUR LE CODE D'ETHIQUE RELATIF AUX PROCEDURES  
MENEES CONFORMEMENT AU MEMORANDUM D'ACCORD SUR  
LES REGLES ET PROCEDURES REGISSANT  
LE REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Tout Membre, ou toute personne qui participe à une procédure menée conformément au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, ayant en sa possession des renseignements qui donnent à penser qu'il peut y avoir violation du Code d'éthique relatif au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends communiquera dans les moindres délais ces renseignements au Président de l'Organe de règlement des différends (ORD) à titre confidentiel.
2. Après avoir reçu les renseignements mentionnés au paragraphe 1, le Président de l'ORD communiquera ces renseignements aux parties au différend, à la personne sur laquelle portent les renseignements et, selon le cas, aux membres du groupe spécial, aux personnes faisant partie de l'Organe d'appel qui connaîtront de l'appel ou à l'arbitre désigné conformément à l'article 21.3 c) ou à l'article 22.6 du Mémorandum d'accord, et procédera à des consultations avec ces parties et ces personnes. Si la personne sur laquelle portent les renseignements est un employé du Secrétariat, le Président de l'ORD informera également le Directeur général.
3. Les parties au différend tiendront des consultations et, si elles conviennent qu'il y a eu violation substantielle du code, la personne sur laquelle portent les renseignements sera récusée afin qu'elle ne suive plus l'examen du différend.
4. En cas de désaccord des parties au différend, la question sera soumise au Directeur général, et la personne sur laquelle portent les renseignements sera récusée afin qu'elle ne suive plus l'examen du différend, à moins que le Directeur général, en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Conseil ou du Comité compétent, décide qu'il n'y a pas eu violation substantielle du code.
5. Toutes les personnes et tous les Membres concernés s'efforceront de résoudre les questions en rapport avec d'éventuelles violations du code aussi rapidement que possible de manière à ne pas retarder l'achèvement des procédures au titre du Mémorandum d'accord.
6. A moins qu'il ne soit nécessaire de procéder autrement pour donner effet à la présente décision, tous les renseignements concernant les violations possibles et effectives du code seront tenus confidentiels.